



PREMIER MINISTRE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
SECRETARIAT D'ÉTAT À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DIACT

Le Délégué interministériel

26690

Paris, le 17 JUIN 2009

Monsieur le Président,

Dans le contexte de la consultation publique de l'ARCEP en cours, je souhaite vous faire part de la position de la DIACT sur les critères d'attribution des fréquences 800 Mhz au regard des enjeux d'aménagement numérique du territoire.

Tout d'abord, il me semble utile que l'ARCEP invite les opérateurs à s'engager sur un objectif de couverture minimum de la population par département, en complément de l'objectif de couverture nationale, à l'instar de ce qui a été prévu par la loi pour la TNT. Cela permettra en effet de tenir compte de la géographie française pour les prochaines générations de services mobiles. La couverture départementale minimum sur laquelle les opérateurs pourraient être invités à s'engager dans leur candidature ne devrait pas être inférieure à la couverture 2G constatée par l'ARCEP dans le bilan qui sera réalisé au cours de l'été 2009 au titre de la loi de modernisation de l'économie.

La DIACT serait également favorable à ce que l'ARCEP propose aux opérateurs de s'engager sur des objectifs complémentaires de couverture géographique – zones d'activité ou zones artisanales excentrées, sites de défense ou friches industrielles en reconversion, sites touristiques saisonniers, etc. - afin que la couverture des territoires en services mobiles à très haut débit réponde aux objectifs stratégiques et économiques de chaque région et soit bien articulée avec les stratégies locales de déploiement du très haut débit.

Je vous indique que les préfets de région vont être chargés par le Premier ministre d'organiser une concertation régionale sur l'aménagement numérique du territoire, réunissant l'Etat et les collectivités locales, avec notamment la mission de formuler une stratégie régionale très haut débit fixe et mobile d'ici la fin de l'année 2009.

Début 2010, la DIACT pourrait donc fournir à l'ARCEP une liste d'objectifs prioritaires par région sur lesquels les opérateurs seraient invités à se positionner dans le cadre de leurs candidatures.

Restant à votre disposition, je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'expression de ma considération distinguée.

Bien à vous,

Pierre DARTOUT

Monsieur Jean-Ludovic SILICANI
Président
Autorité de Régulation des Communications
Électroniques et des Postes
7, square Max Hymans
75730 Paris Cedex 15